

VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 04 AVRIL 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **04 avril à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1^{er} de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 29 mars 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL,
Etaient présents : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL,
Mme COLLIN (à partir de 18h20), M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05), Mme VÉGA,
M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, MM. GREENHALGH, FONTAINE, Mmes SERRE,
PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, COLSON, MM. ROCH, BEAUJOIN,
Mme CHEMINI, MM. MAUPOIX (à partir de 18h50), TRIOLET (à partir de 18h15),
Mme MUNSTER (jusqu'à 20h25), MM. DUCHÊNE, EL GHALLOUSSI, MIRGODIN (jusqu'à
20h25).

Absents excusés : M. TESTA, Mme FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN,
M. HMISSI, Mme GOLLÈS, M. ERRE.

10 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme JACQUEMOT (à partir de 19h05) ;
- ✓ M. TESTA donne pouvoir à M. MOUTON
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à Mme COLLIN ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à M. TINDILLIÈRE (jusqu'à 19h05) ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. GONTHIER (jusqu'à 18h50) ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. DUCHÊNE (à partir de 20h25) ;
- ✓ Mme GOLLÈS donne pouvoir à M. TRIOLET (à partir de 18h15) ;
- ✓ M. MIRGODIN donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 20h25).

Secrétaire de séance : Monsieur Gérard TINDILLIÈRE.

- N°33 -

POLITIQUE DE LA VILLE

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS AVEC L'ASSOCIATION « L'ÉCHIQUIER CHÂLONNAIS »

Rapporteur : Madame Sonia BAUMEL

Après une expérimentation en 2023 dans quelques écoles de la ville, et fort de son succès, l'Echiquier Châlonnais s'est rapproché de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS pour développer son action et ainsi introduire le jeu d'échecs dans l'ensemble des écoles primaires de notre cité.

Cette proposition a retenu tout notre intérêt au regard des atouts, que présente le jeu d'échecs, d'abord comme support aux apprentissages de manière ludique, favorisant l'esprit de logique et la découverte de l'outil numérique.

Également vecteur de lien social, entre les quartiers, entre les filles et les garçons, entre les générations, le jeu d'échecs porte donc pleinement les valeurs de citoyenneté.

Aussi, nous souhaitons que la totalité des écoles primaires de VITRY-LE-FRANÇOIS puissent bénéficier d'initiations au jeu d'échecs ; un formateur dispensera ainsi 24 heures d'intervention par semaine sur le temps scolaire.

Chaque élève se verra offrir un livret d'entraînement lui permettant de pratiquer les échecs quotidiennement au sein de la famille et ainsi progresser plus vite.

Pour les plus motivés, la création d'une section du club est en projet le mardi soir sur un créneau de 2 heures pour créer une passerelle avec l'école et renforcer encore le lien avec les familles en rendant possible pour toutes et tous une pratique sportive.

Quatre tournois jeunes pourront être organisés sur l'année scolaire, pour donner envie au plus grand nombre de rejoindre la section du club et ainsi développer la pratique sportive.

Enfin l'organisation d'un tournoi scolaire géant réunissant les élèves des écoles engagées pourra être envisagée en clôture d'année scolaire avec un affrontement entre toutes les classes, dans un moment convivial, où chacun-e- pourra montrer ce qu'il a appris.

Pour être efficient, le partenariat avec « l'Echiquier châlonnais », est envisagé sur trois années, la participation annuelle de la Ville étant sollicitée à hauteur de 36.000,00 €, avec pour la première année une subvention exceptionnelle de 3.700,00 €, destinée à l'achat du matériel nécessaire au déploiement du dispositif.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission municipale « Ville inclusive » du 25 mars 2024,

Vu l'avis favorable du Bureau Municipal,

Considérant que l'engagement de cette action s'inscrit dans la politique municipale de promotion des activités éducatives et sportives auprès des jeunes,

Considérant les multiples avantages pédagogiques, sociaux et culturels présentés par la pratique du jeu d'échecs pour les enfants, notamment en stimulant la réflexion, la concentration, le développement de compétences sociales et le renforcement de l'estime de soi,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer une convention d'objectifs et de moyens (projet ci-annexé) avec l'association "L'Echiquier Châlonnais", visant à introduire le jeu d'échecs dans toutes les écoles primaires de VITRY-LE-FRANÇOIS, pour une durée de trois ans.

2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à lancer toutes les procédures et à signer tous les actes administratifs et financiers à intervenir se rapportant à la mise en œuvre de cette convention, y compris ses éventuels avenants, ainsi que, plus largement, tous documents se rapportant à ce dossier ;

3°/ dire que les dépenses correspondant à la mise en œuvre de cette action seront inscrites au budget de la Ville.

La délibération est adoptée
à l'unanimité des membres
du Conseil Municipal.

Le secrétaire de séance
Gérard TINDILLIÈRE



POUR EXTRAIT CONFORME,

Le Maire,
Jean-Pierre BOUQUET



Certifié exécutoire par le Maire compte tenu
de la transmission en Sous-Préfecture le 16 AVR. 2024
et de la publication le 16 AVR. 2024
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE MOYENS
2024 - 2025 - 2026
Avec l'association L'Échiquier Châlonnais
« Section du club d'échecs de Vitry-le-François »

Entre :

La Ville de Vitry le François, domiciliée Hôtel de Ville, Place de l'Hôtel de Ville, 51300 Vitry-le-François, représentée par Monsieur Jean-Pierre Bouquet, Maire de la Ville de Vitry-le-François, agissant au nom et pour le compte de ladite Ville, dûment habilité par délibération du Conseil municipal n°... du .../.../2024, ci-après désignée « **la Ville** »
D'une part,

Et

L'association "L'Échiquier Châlonnais" (n° Siret : 4196920580001) dont le siège se situe 1 Rue du Docteur Calmette au Pôle Dunant, à Châlons-en-Champagne, représentée par Madame Claude POGU, Présidente en exercice dûment mandatée à signer la présente convention, ci-après désignée "**l'association**"

D'autre part,

Préambule :

L'association "L'Échiquier Châlonnais", engagée dans une démarche de qualité et de développement de ses activités en direction des jeunes et plus particulièrement dans le milieu scolaire, souhaite dynamiser ses actions sur le territoire de Vitry-le-François permettant in fine d'ancrer la pratique du jeu d'échecs localement (adhérents, tournois,...).

Ces objectifs rencontrent la politique de développement associatif et de démocratie participative conduite par la Ville de Vitry-le-François.

Considérant les bienfaits pédagogiques, sociaux et culturels présentés par la pratique du jeu d'échecs pour les enfants, la Ville de Vitry-le-François manifeste sa volonté de soutenir la démarche de L'Échiquier Châlonnais en lui permettant d'avoir une visibilité à moyen terme, pour mener à bien sa promotion de la pratique des échecs dans les écoles de la ville, et au-delà pour tous les publics sur l'ensemble de la cité.

En application des dispositions législatives et réglementaires, les parties conviennent donc des modalités suivantes :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les objectifs que s'engage à respecter l'association afin de bénéficier du soutien de la Ville au titre des années 2024, 2025 et 2026.

La Ville contribue financièrement à ce projet d'intérêt général et n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.

Article 2 – Engagement des parties

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser les objectifs conformes à l'objet social de l'association et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, l'association réalise pour toute la durée de la convention :

- En direction de la population vitryate, le développement et la promotion du jeu d'échecs ;
 - L'encadrement, la formation et le perfectionnement des pratiquant-e-s ;
 - Le développement des liens sociaux et de convivialité entre les adhérents de la section ;
 - Une contribution à l'animation de la ville par l'organisation d'événements sportifs ;
 - L'utilisation du jeu d'échecs comme complément pédagogique innovant, légitime et pertinent lors des activités éducatives proposées par l'école.
-

Pour sa part, la Ville de Vitry-le-François s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent.

Article 3 – Durée de la convention

La présente convention est valable pour les années civiles 2024, 2025 et 2026, soit du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2026, sans préjudice de la réalisation des dispositions relatives aux opérations de contrôle du bon usage des subventions allouées par la Ville.

Article 4 – Obligation de la Ville

La Ville met à disposition de l'association :

- Les installations sportives et salles de réunion nécessaires à ses activités ;
- Du matériel pour favoriser l'organisation des manifestations par le club (Tables, chaises, podium, barrières, tentes, sono ...) ;
- Les supports de communication de la Ville.

La mise à disposition des installations sportives et du matériel est consentie à titre gratuit.

Article 5 – Assurances

L'association souscrit une assurance en responsabilité civile garantissant les dommages corporels et matériels dont elle serait responsable à l'égard des tiers et des usagers dans le cadre de ses activités, la Ville ne pouvant être inquiétée, ni recherchée à ce sujet. L'association doit également fournir une attestation d'assurance pour risque locatif dans le cadre d'une mise à disposition de locaux.

Les attestations d'assurance correspondantes doivent être fournies par courrier annuellement à la Ville.

La présente clause constitue une demande expresse de la Ville qu'elle n'a pas à renouveler chaque année, l'association devant elle-même fournir ces justificatifs sous sa responsabilité.

Article 6 – Montant des subventions et conditions de paiement

Pour permettre à l'association de mener à bien les objectifs qu'elle s'est fixés et pour respecter les termes de la présente convention, la Ville s'engage, sous réserve de ses arbitrages budgétaires pris dans le cadre de l'équilibre général de son budget à attribuer annuellement un concours financier sous forme d'une subvention, tenant compte des engagements contractuels en cours.

Pour 2024, l'autorisation de versement de subvention attribuée à l'association s'élève à 36.000,00 €.

Les versements sont effectués au compte ouvert au nom de l'association :
L'Echiquier Châlonnais
N° IBAN FR76 1020 6000 2099 2936 7460 868
BIC AGRIFRPP802

Article 7 – Modalités de versement

La subvention annuelle est versée à l'association, selon l'échéancier suivant :

- Une avance, sur demande expresse de l'association, allouée en février, correspondant, au maximum à 25% du montant versé l'année précédente ;
- 50% après le vote des subventions annuelles par le Conseil municipal ;
- Le solde, au mois d'octobre.

Pour la première année d'exécution de la présente convention, le versement de la subvention annuelle intervient selon l'échéancier suivant :

- 75% après le vote des subventions annuelles par le Conseil municipal ;
- 25% au mois d'octobre.

Article 8 – Le club

L'association anime le club de Vitry-le-François au minimum une fois par semaine et selon l'évolution des licenciés, la fréquence peut être modifiée.

Article 9 – Les actions d'animations

L'association a pour projet d'organiser sur le territoire de la ville des animations sur la saison sportive en direction de la population, plus particulièrement des jeunes.

Article 10 – Les interventions dans le milieu scolaire

L'association s'engage à mettre en place, dans le temps scolaire, sous contrôle de l'Education Nationale, des cycles d'apprentissage du jeu d'échecs d'un minimum de 24 heures par semaine sur les années scolaires de la convention (2023-2024, 2024-2025, 2025-2026) en direction des écoles primaires de la ville.

Article 11 – Organisation locale scolaire

L'association s'engage à organiser sur le territoire de la ville un tournoi scolaire qui regroupe l'ensemble des écoles, bénéficiant des interventions sur le temps scolaire.

Article 12 – Participation à la vie locale

L'association a pour projet de participer à l'animation de la ville, notamment à la journée des associations.

Article 13 – Obligations comptables

L'association s'engage :

-A fournir 6 mois après la fin de chaque exercice comptable annuel, le compte rendu financier présenté conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 octobre 2006.

Le compte rendu financier sera présenté sous la forme d'une comptabilité par engagement signée par le président ou toute personne habilitée, propre aux objectifs définis dans l'article 1 de la présente convention ;

-A fournir les comptes rendus quantitatifs et qualitatifs des projets auxquels la Ville apporte son concours selon les articles 8 à 12 de la présente convention. Pour chaque année, ces comptes rendus doivent être fournis à la Ville au plus tard le 1^{er} septembre de l'année suivante ;

-A adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999 ;

-A fournir les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L 612-4 du code de commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.

Article 14 – Communication

L'association formalise le soutien de la Ville par l'utilisation du logotype avant et pendant chaque manifestation organisée sur Vitry-le-François.

La présence de ce logotype doit figurer sur les affiches, documents d'appel, cartons d'invitation ainsi que sur les vêtements, les programmes, podium, stand, barriérage, ...

Article 15 – Sanctions

En cas de non-respect des termes de la présente convention, la Ville se réserve le droit de demander le reversement d'une partie ou de la totalité de la subvention de fonctionnement versée. Au préalable, le ou les représentants de l'association sont convoqués par courrier, envoyé en recommandé avec accusé de réception, dans un délai de 15 jours à une rencontre avec la Ville, afin de justifier de la destination de la subvention et déterminer si elle est en adéquation avec le projet soutenu.

Si un reversement se justifie, la décision de la Ville est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai d'un mois à compter de la date de la rencontre avec les dirigeants de l'association. La somme à reverser est déterminée, dans les deux mois suivant cette notification, en fonction des montants affectés par l'association à des actions en non-adéquation avec le projet soutenu.

Article 16 – Contrôle de l'administration

La Ville peut procéder ou faire procéder par les personnes de son choix aux contrôles sur pièce et sur place qu'elle juge utiles. L'association accepte que la Ville puisse effectuer ces contrôles pendant toute la durée de la présente convention ainsi que pendant une période de 5 ans à compter du versement du solde des subventions.

Sur simple demande de la Ville, l'association doit lui communiquer tous documents de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion utiles pour lui permettre l'exercice de son devoir de contrôle de la bonne utilisation des deniers publics

Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 13 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

Sur le fondement de l'article L. 1611-4 du code général des collectivités territoriales, l'association s'interdit tout reversement des subventions municipales ainsi que leur utilisation à des fins autres que celles concourant à la réalisation des objectifs définis aux articles 2 et 8 à 12 de la présente convention.

Article 17 – Evaluation

L'évaluation porte, sur la conformité des résultats à l'objet mentionné aux articles 2 et 8 à 12 de la présente convention.

Les documents permettant l'évaluation par la Ville doivent lui parvenir avant le 1^{er} septembre de chaque année d'exécution de la convention, la période couverte correspondant alors à l'année scolaire précédente.

La mise en place éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée au dépôt des conclusions définitives de l'évaluation.

Article 18 – Révision – Dénonciation – Résiliation

La présente convention est révisable à tout moment, par voie d'avenant, après accord des deux parties.

Chaque partie peut dénoncer la présente convention avant son terme normal, sous réserve qu'un préavis de 3 mois ait été adressé à l'autre partie, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-respect par l'une des parties des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie à l'expiration d'un délai de 30 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter et non suivie d'effets.

La présente convention peut être résiliée de plein droit par la Ville, sans préavis, en cas de mise en redressement, liquidation amiable ou judiciaire, ou dissolution de l'association.

Toute résiliation, pour quelque cause que ce soit, ne donne lieu, en aucun cas, à indemnisation, sous quelque forme que ce soit.

Article 19 – Contentieux - Attribution de Juridiction

En cas de contestation, litiges ou autres différends éventuels sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher préalablement toute voie de conciliation.

La partie souhaitant mettre en œuvre le processus de négociation doit en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en indiquant les éléments du litige.

Durant tout le processus de négociation et jusqu'à son issue, les parties s'interdisent d'exercer toute action en justice l'une contre l'autre et pour le conflit objet de la négociation.

Si au terme d'un délai de trente jours, les parties ne parviennent pas à s'entendre, le différend est porté par la partie la plus diligente, devant le Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne, seul compétent pour connaître de toute contestation relative à la présente convention.

Fait en 2 exemplaires, à Vitry-le-François, le

**La Présidente de l'association
L'Echiquier Châlonnais**

Claude POGU

**Le Maire
Vitry-le-François**

Jean-Pierre Bouquet